

*Initiatives ministérielles*

pelle un adage: «Si vous me dupez une fois, honte à vous. Si vous me dupez deux fois, honte à moi».

Les Canadiens connaissent les intentions du gouvernement. Ils les voient très bien et ne sont pas dupes des discours sirupeux du premier ministre. Ils savent bien que c'est le gouvernement qui avait juré qu'il ne ferait jamais rien pour saper le régime d'assurance-chômage du Canada, alors que la mesure législative maintenant à l'autre endroit le dévaste. Ils savent que c'est le gouvernement qui avait promis de ne jamais toucher aux services de VIA Rail, alors qu'il les a réduits radicalement à la première occasion. Ils n'ignorent pas que c'est le gouvernement qui avait promis de ne jamais toucher aux pensions de vieillesse et aux allocations familiales, mais a présenté sa disposition de récupération sans aucune hésitation. Ils voient bien que c'est le gouvernement le plus impopulaire qui ait jamais existé et ils déclarent qu'ils en ont assez et n'en toléreront pas davantage. Les Canadiens en ont marre de ce gouvernement.

[Français]

Enfin, monsieur le Président, les coupures effectuées pour les soins de santé dans ce projet de loi totaliseront 5.247 milliards de dollars pour les prochains cinq ans. Et ce n'est pas tout, loin de là. Si nous calculons les coupures dans le financement des programmes établis à partir de 1986, et jusqu'à 1995, le total se retrouve à 22.154 milliards de dollars. Vous conviendrez, monsieur le Président, que cette compression budgétaire est absolument scandaleuse.

La plus grande ironie se retrouve dans le fait que le premier ministre, lequel est bien connu comme étant un admirateur des choses faites à l'américaine, sabre dans le financement pour les soins de la santé, et ce à un moment où les Américains reluquent avec envie notre régime de soins de santé.

Monsieur le Président, la vérité est que le régime canadien des soins de santé ne consomme que 8.5 p. 100 du Produit national brut, comparativement à 11.5 p. 100 aux États-Unis, et ce en dépit de la présence au Canada d'un régime universellement socialisé. Quoique notre système ne soit pas parfait, il procure aux Canadiens des services de santé qui soient parmi les meilleurs, les plus économiques et les plus efficaces au monde. Non seulement ce système est populaire avec les Canadiens, plus de 85 p. 100 d'entre eux croient que notre régime de la santé est notre service social le plus important. Mais à peu près 60 p. 100 des gens, qui ont répondu à un récent sondage aux États-Unis, ont dit qu'ils favoriseraient l'adoption d'un pareil système dans leur pays. Cependant, le gouvernement canadien veut transformer un programme

qui fait l'envie du monde entier en un programme cauchemardesque et sous-financé.

Madame la Présidente, il est évident que le Régime des soins de santé au Canada se fait présentement saigner à blanc par le gouvernement, et qu'il court un très grand risque de devenir de plus en plus américanisé. De plus, le gouvernement nous démontre qu'il veut faire payer plus d'impôts aux provinces et, par conséquent les classes moyennes et pauvres. De toutes les politiques parrainées par le gouvernement, les plus répugnantes et les plus répréhensibles sont les compressions effectuées auprès des soins de santé pour la simple raison que ces coupures transforment ces soins en un luxe. Si les provinces décident de ne pas augmenter leurs impôts, elles seront forcées de faire absorber ces compressions soit par les hôpitaux, qui devront fermer des lits, réduire le nombre d'opérations coûteuses, ou autres. Il en résultera, madame le Présidente, que les contribuables canadiens devront, encore une fois, payer la note.

Il est ironique que ce projet de loi soit parrainé par le ministre des Finances, qui a dit déjà dans les années passées, et je cite: «Ne faisons pas des hôpitaux, universités et collèges un champ de bataille entre les gouvernements provinciaux. Trouvons la solution en dehors de cette arène.»

Vous savez, madame la Présidente, le pouvoir est une chose très étrange. Un grand homme de lettres anglais, Lord Acton, a dit à son sujet, et je cite: «Le pouvoir tend à corrompre, et le pouvoir absolu corrompt absolument.»

Cependant, le pouvoir n'est pas toujours aussi onéreux. Il y a 24 ans, l'administration libérale du très honorable Lester Pearson créa le Régime d'assistance publique du Canada. Cette entente procurait le financement, partagé entre les gouvernements provinciaux et fédéral, pour les programmes d'assistance sociale.

Néanmoins, le gouvernement a décidé dans son dernier budget que la progression des transferts en vertu du Régime d'assistance publique du Canada, sera limitée à 5 p. 100 par an dans les provinces de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. C'est la première fois, depuis le lancement de ce programme il y a 24 ans, que le gouvernement fédéral limite sa contribution. Le manque à gagner s'élèvera à 90 millions de dollars environ pour l'Ontario au cours des cinq prochaines années, à 28 millions de dollars pour l'Alberta et à 38 millions de dollars pour la Colombie-Britannique.

Afin de justifier ses actions, le ministre des Finances, dans son discours budgétaire de 1989, défendait la récupération des allocations familiales et des prestations de vieillesse en prétextant, et je cite, que la «protection sociale a pour but premier de venir en aide à ceux qui sont dans le besoin, et non à ceux qui bénéficient de revenus élevés.» Or, les mesures prévues par le Budget s'attaquent aux Canadiens les plus pauvres. Le gouvernement